

**L'éditorial  
d'Arlette  
Laguiller**

p 3

**Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !**

**LUTTE  
OUVRIÈRE**



**UNION COMMUNISTE (trotskyiste)**

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 2092 - 5 septembre 2008 - prix : 1 € - DOM 1,50 €

**RSA : Le numéro  
d'illusionniste  
de Sarkozy**

**« Taxer le capital »  
... sans toucher  
aux plus riches**

p. 3 et 5

**Coût de la vie**

**Le baratin du  
gouvernement  
en hausse !**

p. 3

**La campagne  
présidentielle  
américaine**

p. 6 et 7

**Salaires, emploi, protection sociale...**



**Faire du 7 octobre une démonstration  
du ras-le-bol du monde du travail**

p. 5

## Sommaire

### Leur société

- p. 4 ■ Suppressions de postes dans l'Éducation
- Parti Socialiste : beaucoup de convives, peu de fromage
- p. 5 ■ Journée du 7 octobre pour les salaires, l'emploi, la protection sociale
- RSA : peau de chagrin
- p. 8 ■ Retraites : le compte n'y est pas
- Médecins : les mandarins des hôpitaux publics
- p. 9 ■ Affaire corse Sarkozy-Clavier
- Sans-papiers en lutte à Montreuil

### Dans le monde

- p. 6-7 ■ États-Unis : le programme d'Obama
- Les contorsions des républicains
- La Nouvelle-Orléans depuis Katrina
- Belgique : licenciements à UCB
- p. 12 ■ Caucase : sommet de Bruxelles
- Conflit Russie-Géorgie

### Dans les entreprises

- p. 9 ■ Transgourmet - Argenteuil (Val-d'Oise)
- p. 10 ■ Peugeot - Poissy (Yvelines)
- General Motors - Strasbourg
- Renault-Trucks - Vénissieux (Rhône)
- Mort d'un ouvrier de l'autoroute
- p. 11 ■ La Poste
- SNCF - Arles (Bouches-du-Rhône)

## • Décret sur l'état civil du fœtus

# Une menace pour la liberté des femmes

Vendredi 22 août sont parus au Journal Officiel deux décrets autorisant l'inscription sur les registres d'état civil et dans le livret de famille d'un fœtus né sans vie, sans aucun seuil de gestation.

Jusqu'alors, et avant la décision de la Cour de cassation de février, l'officier d'état civil pouvait délivrer un « acte d'enfant sans vie » à partir du décès du fœtus au-delà de 22 semaines de grossesse. Les parents pou-

vaient ainsi, s'ils le souhaitaient, donner des prénoms, inscrire sur le livret de famille et organiser des obsèques.

Utilisant la douleur des familles dont les mères ont fait une fausse couche, les associations intégristes catholiques ont réussi à faire reconnaître légalement l'existence d'un enfant dès la conception !

C'est ainsi la porte ouverte à toutes les remises en cause du droit à l'interruption

volontaire de grossesse, qui est autorisé en France jusqu'à 12 semaines. Ne verra-t-on pas bientôt les femmes ayant recouru à l'IVG accusées d'infanticide et les médecins pratiquant l'avortement de complicité de meurtre ?

Cette modification de la loi sous la pression de préjugés

réactionnaires est une nouvelle attaque contre le droit des femmes, contre leur droit à disposer de leur corps, contre leur droit à avoir ou non des enfants. Le combat pour la liberté des femmes reste plus que jamais à l'ordre du jour.

Gilles BOTI

## • Dons d'organes

# Un trafic macabre

L'OMS estime que le trafic d'organes représentait 10 % des greffes de rein pratiquées dans le monde en 2005. Les progrès des médicaments immunosuppresseurs, qui permettent d'éviter le rejet de l'organe transplanté, ont malheureusement facilité ce commerce international. Certains circuits sont bien identifiés, pratiqués par des chirurgiens bien connus de leurs pairs : des Brésiliens pauvres vont se faire prélever un rein en Afrique du Sud, rein qui sera ensuite greffé sur des malades israéliens.

C'est bien sûr la pauvreté qui pousse certaines personnes à vendre une partie de leur corps : en Afrique du Sud, un donneur peut espérer 470 euros pour un rein, en Inde 670 euros, aux États-Unis 20 200 euros, selon des chiffres fournis par l'OMS. C'est un trafic qui rapporte beaucoup : l'OMS cite un montant de 54 000 euros pour la transplantation d'un rein en Colombie.

Ce commerce horrible est le produit de la misère, qui peut atteindre des extrémités telles qu'elle amène des gens à vendre leur sang, un rein et parfois pire... C'est aussi le produit d'un système capitaliste dans lequel tout se vend, pourvu qu'il y ait des acheteurs. Or dans la plupart des pays, on manque de dons d'organes. En France, plus de 13 000 malades sont en attente d'une greffe d'organe, et 231 sont morts en 2007 faute de greffons disponibles. Les préjugés religieux, culturels, expliquent sans doute ce manque de dons, mais pas seulement, puisque 80 % des Européens se disent favorables à la carte de donneur. L'un des aspects du problème est que, faute d'informations suffisantes, seuls 12 % des Européens (10 % des Français) en possèdent une. Voilà pourtant une publicité qui remplacerait avantageusement bien des spots qu'on nous sert à satiété à la télévision.

Claire ALEXANDRE

## Fêtes régionales de Lutte Ouvrière

### Perpignan

Dimanche 14 septembre à partir de 12 heures  
Terrain de la Chapelle-Saint-Pierre à Clair

### Lyon

Le 27 septembre à partir de 17 heures et le 28 septembre de 12 h à 19 heures  
Espace Mosaïque à Saint-Priest

### Rennes

Samedi 27 septembre de 15 h à minuit  
Carrefour 18 - 7, rue d'Espagne  
ZUP Sud (M° Henri-Fréville)

### Toulouse

Le 27 septembre à partir de 18 heures et le 28 septembre de 12 h à 19 heures  
Parc de la Mounède, route de Saint-Simon

### Tours

Samedi 4 octobre de 14 h 30 à minuit

Salle des fêtes, Saint-Pierre-des-Corps

### Villeneuve-d'Arcq

Samedi 4 octobre de 15 h à minuit

Espace Concorde - Cousinerie

### Metz

Dimanche 5 octobre à partir de 11 h 30

Centre social du Petit-Bois à Metz-Borny

### Orléans

Samedi 11 octobre à partir de 15 heures

Salle Eiffel - 15, rue de la Tour-Neuve

### Mulhouse

Dimanche 19 octobre à partir de 11 h 30

Salle Sainte-Geneviève, place du Printemps

### Compiègne

Samedi 15 novembre à partir de 18 heures

Salle des fêtes - Margny-lès-Compiègne

## LUTTE OUVRIÈRE

(Union Communiste (Trotskyiste)  
membre de l'Union Communiste Internationaliste)

L'Union Communiste trotskyste qui publie Lutte Ouvrière, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte Ouvrière est édité par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone : 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1970 - Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. - Tirage : 14 000 exemplaires. Impression : Rotos 93 - 3, rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil, téléphone : 01 48 14 21 65. - Commission paritaire des publications n° 1009 I 85576.

Lutte Ouvrière c/o Editions d'Avron 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte Ouvrière (Ile-de-France) c/o Editions d'Avron 153-155 Avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin.

Lutte Ouvrière sur Internet :

www.lutte-ouvriere.org  
www.union-communiste.org  
e-mail : journal@lutte-ouvriere.org

Téléphone : 01 48 10 86 20  
Télécopie : 01 48 10 86 26

### Soutenez-nous financièrement

Les chèques de soutien à Lutte Ouvrière doivent être libellés à : « Jean-Paul Rigollet, mandataire financier de Lutte Ouvrière » et sont à envoyer à LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 Paris Cedex 18.

Jean-Paul Rigollet a été déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti Lutte Ouvrière conformément à la loi. Celle-ci dispose qu'il est seul habilité à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7 500 euros par an. Tout don supérieur à 150 euros doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.

Adresser toute correspondance à :

LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18

ABONNEZ-VOUS ! à Lutte Ouvrière et Lutte de Classe

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Code postal : ..... Ville : .....

Ci-joint la somme de : .....

par chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière ou virement postal : ccp 26 274 60 R PARIS

Tarif des abonnements	Lutte Ouvrière		Lutte de Classe
Destination :	6 mois	1 an	10 numéros
France, DOM-TOM	18 €	35 €	15 €
DOM-TOM avion	25 €	50 €	21 €
Europe, Afrique, Proche et Moyen-Orient	30 €	60 €	20 €
USA, Canada	35 €	70 €	22 €
Autre Amérique, Asie, Océanie	43 €	85 €	25 €

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande



# L'éditorial

d'Arlette Laguiller

Éditorial des bulletins d'entreprise  
du 1<sup>er</sup> septembre

## Sarkozy et le RSA : un numéro d'illusionniste



« *Un coup à gauche* », titrait le 29 août *Libération*, à propos des déclarations de Sarkozy affirmant que le RSA (le revenu de solidarité active), destiné à remplacer le RMI, serait financé par une taxe « sur les revenus du capital » et Sarkozy a même déclaré : « *S'il y a de l'argent pour le haut, il doit aussi y avoir de l'argent pour le bas.* » Il n'en a pas fallu plus pour voir un certain nombre de diri-

geants socialistes étaler leur satisfaction. François Hollande déclara aussitôt qu'il « *y a quand même plus de légitimité à financer les revenus des plus modestes par une contribution des plus riches* », le président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale affirmant pour sa part que « *les socialistes sont prêts à soutenir ce projet* ».

Pour ceux qui auraient encore des illusions, cela ne permet pas d'espérer de grands changements si le Parti Socialiste revenait demain au gouvernement.

Le but officiel du RSA, dont les modalités ne seront définitivement arrêtées qu'après que le Parlement aura légiféré en septembre, c'est de faire en sorte qu'un érémitisme qui trouve un emploi ne se retrouve pas finalement avec un revenu inférieur à celui qu'il a au chômage. Bien évidemment, tous ceux qui toucheront quelques dizaines, voire quelques centaines d'euros de plus que ce qu'ils pouvaient espérer ne s'en plaindront pas.

Mais il faut un sacré culot pour affirmer que le RSA sera financé par un impôt sur les bénéfiques du capital. Les entreprises seront même les principales bénéficiaires du RSA, même si le Medef fait mine de critiquer la manière dont il sera financé, car il leur permettra d'embaucher plus facilement encore à temps partiel imposé et avec des salaires de misère. Au lieu d'être l'instrument de lutte contre le chômage que le gouvernement prétend, le RSA incitera au contraire les patrons à multiplier les emplois précaires.

En fait de taxer les bénéfiques du capital, on ne demandera rien aux entreprises, qui engrangent pourtant des profits gigantesques. Les contribuables les plus riches seront à l'abri derrière le bouclier fiscal, puisque Sarkozy s'est d'ores et déjà déclaré partisan d'y inclure cette surtaxe. Et ce sont pas seulement les « classes moyennes » qui seront taxées. Les familles de travailleurs qui ont souscrit une assurance-vie, une épargne-retraite volontaire, ou dont les sommes qui leur sont dues au titre de l'intéressement et de la participation sont placées, sont visées par cette nouvelle taxe qui pourrait concerner, d'après le journal *Le Monde*, entre 50 et 60 % des familles.

Pour lutter contre le chômage et améliorer le pouvoir d'achat de la population laborieuse, il n'y a qu'une solution : c'est créer des emplois et payer des salaires décents.

C'est tout le contraire que fait le patronat. Il supprime des emplois, licencie, ferme des entreprises, pour faire effectuer la même production par toujours moins de salariés, en augmentant les charges de travail. Dans de nombreuses entreprises, il a imposé des augmentations d'horaires pour le même salaire, voire pour un salaire inférieur, en supprimant par exemple primes ou intéressement. Et tout cela, il le fait avec l'aide active de l'État.

Selon Martin Hirsch, le RSA pourrait permettre à 700 000 personnes de passer au-dessus du « seuil de pauvreté », officiellement défini à 817 euros par mois (comme si on cessait d'être pauvre avec 818 euros !). Mais il resterait encore, d'après *Le Parisien*, 6,4 millions de personnes vivant en dessous de ce seuil. Dont un grand nombre de salariés ayant un travail régulier.

Le numéro d'illusionniste de Sarkozy ne peut pas faire oublier cela. C'est une escroquerie. Ce n'est pas la première et elle sera à ajouter à tout ce qu'il faudra lui faire payer à l'heure du règlement de comptes.

Arlette LAGUILLER

### • L'évolution des prix

## Le baratin du gouvernement en hausse

Deux enquêtes, qui viennent de paraître dans des magazines de défense des consommateurs, attestent la très forte augmentation des prix des produits alimentaires que la majorité de la population constate depuis des mois.

Ainsi la revue *Que Choisir ?* chiffre à 6,6 % la hausse des prix dans la grande distribution en huit mois. Et ce n'est qu'une moyenne, puisqu'au cours de la même période des produits de consommation courante, comme le litre d'huile de tournesol ou le paquet de coquillettes, ont connu une flambée de 30 % ou qu'en un an les fruits et

les légumes ont respectivement augmenté de 18 et 11 %. Rien d'étonnant donc à ce que la majorité de la population s'inquiète de la baisse de son pouvoir d'achat et que les plus modestes se voient contraints de restreindre encore leurs achats de produits de consommation courante.

Le gouvernement, cependant, s'emploie à repeindre l'avenir en rose. Son porte-parole, Luc Chatel, secrétaire d'État à la Consommation, s'est montré dans un centre Leclerc en région parisienne, affirmant qu'il voyait là de « *bons exemples vertueux de la rentrée* » dont la

tendance lui « *laisse à penser que le pic de l'inflation est plutôt derrière nous* ». Comme quoi un membre du gouvernement et un propriétaire de supermarchés sont interchangeables. Et il faudrait se nourrir de leurs promesses !

Il y a quelques mois, on nous avait expliqué que si les prix des produits alimentaires grimpaient autant, c'était à cause de la flambée des prix des matières premières agricoles. Mais depuis que les prix des céréales baissent, les prix à la consommation, eux, n'ont pas bougé. « *On est en train d'assister à un renversement de tendance sur les*



produits agricoles, avec des effets, je l'espère, rapides sur le prix des produits alimentaires », a déclaré Christine Lagarde, ministre de l'Économie. Mais les vœux pieux de Lagarde ne permettent pas de remplir les caddies.

En fait, ce qu'espèrent

Lagarde, Chatel et tout le gouvernement, c'est que les travailleurs prennent leur mal en patience, alors qu'une indexation des salaires sur les prix est une nécessité.

Annie ROLIN

## • Les suppressions de postes dans l'Éducation nationale

### Les mensonges du ministre

« On nous avait dit 11 200 (suppressions de postes) c'est la fin de tout. Vous verrez (...) que les élèves seront le même nombre par classe, ils seront même un tout petit peu moins. Nous aurons un meilleur taux d'encadrement que la rentrée précédente. »

Les reportages télévisés et articles de journaux n'ont pas

manqué pour tenter de nous le faire croire. Il y aurait, a-t-on entendu, 12 millions d'élèves pour 870 000 enseignants, une simple division nous amènerait donc au résultat de 14 élèves par enseignant. Mais bien évidemment, il faut omettre que, pour une même classe de collège ou de lycée, il y a au moins 8 enseignants, voire plus, puisque les

élèves étudient différentes matières. Cette « moyenne » ne correspond évidemment à rien dans la réalité.

Autre argument ressassé : la baisse démographique ! Il y aurait une baisse globale du nombre d'élèves, 40 600 élèves de moins dans les collèges et lycées, qui justifierait les 11 200 suppressions de postes,

plus de 8 800 dans le secondaire. Quant à l'école primaire, 6 000 élèves supplémentaires ont fait leur rentrée cette année, mais 830 postes auraient été créés, d'après une journaliste de RTL. Les chiffres du principal syndicat enseignant donnent un tout autre son de cloche ; 700 postes seulement auraient été créés, mais étant donnée la suppression de 670 postes de stagiaires, le solde ne serait plus que de... 30 postes d'instituteurs pour 6 000 élèves. On peut difficilement parler d'un « meilleur taux d'encadrement » !

Mais les parents qui ne peuvent inscrire leur enfant en maternelle faute de place, ou ceux qui s'inquiètent de voir le leur dans une classe à plus de 30, ou encore les lycéens qui ne peuvent plus choisir certaines options de langues par exemple ou constatent la diminution du nombre d'heures de français ou d'anglais, savent que les conditions dans lesquelles les jeunes étudient se dégradent, comme se dégradent d'autres services publics.

Et pour la rentrée 2009, la situation promet d'être pire encore. La suppression de 13 500 postes est d'ores et déjà prévue, dont 6 000 postes pour le premier degré, et ce alors que seront attendus 29 000 écoliers supplémentaires.

Aline RETESSE

### Darcos, obsédé... mais par quoi ?

Darcos a sorti de son chapeau son dernier gadget destiné, d'après lui, à résoudre les difficultés scolaires : la semaine de quatre jours. Il n'y a donc plus de cours le samedi à l'école primaire, mais des heures de soutien dans le reste de la semaine.

Les deux heures de cours de remise à niveau dans la semaine sont censées permettre aux élèves en difficulté de progresser, et ce alors qu'ils se retrouvent durant les 24 autres heures dans des classes surchargées ! À part ça, le

ministre aurait comme « seule obsession, la seule », de s'occuper des « petits enfants de France et, parmi eux, de ceux qui ne vont pas bien ».

On peut douter qu'il ait sincèrement pensé aux enfants dont les journées sont à rallonge parce qu'il leur faut attendre le retour des parents qui travaillent, de ceux qui se retrouvent noyés dans des classes de 30 élèves, comme dans cette classe de CM1 d'une école du 12<sup>e</sup> arrondissement de Paris dont l'effectif est de 31 élèves.

Quant aux problèmes des parents qui travaillent le samedi, et ils sont nombreux, et à ceux des municipalités et établissements scolaires qui rencontrent des difficultés dans la mise en place des mesures gouvernementales, Darcos n'apporte qu'une réponse : « Ils se débrouilleront ».

Bref, si Darcos a une obsession, c'est plutôt celle de faire des économies à tout prix sur le dos de l'éducation.

A.R.

### Mépris de classe

Édouard Courtial, député UMP de l'Oise, demande que l'allocation de rentrée scolaire (ARS) ne soit plus versée en argent, mais en bons d'achat.

L'ARS, moins de 300 euros par enfant, va à trois millions de foyers très

modestes dont certains, à en croire ce monsieur, en profiteraient parfois pour acheter des écrans plats, des PlayStations...

Au 19<sup>e</sup> siècle, ses pareils disaient qu'il fallait mal payer les ouvriers, sinon ils iraient dépenser leur argent au bis-

trot. Aujourd'hui, c'est chez « les distributeurs d'électroménager », prétend Courtial dans *Le Parisien-Dimanche*.

Un député à plat ventre devant les riches et méprisant pour les pauvres.

A.R.

## • Parti Socialiste

### Beaucoup de convives, peu de fromage

**L'université d'été du Parti Socialiste, à La Rochelle, a vu défiler tous les dirigeants qui postulent au poste de premier secrétaire et se nouer ou se dénouer toutes les possibilités d'alliances pour conquérir ce poste. Tout cela n'étant qu'un hors-d'œuvre avant le congrès du parti qui se déroulera au mois de novembre et, surtout, avant la désignation du candidat socialiste à l'élection présidentielle de 2012.**

Car il s'agit évidemment de cela. Le PS a sans doute remporté presque toutes les régions, plus de députés qu'il n'en escomptait et de nombreuses municipalités. Mais la seule élection qui vaille, c'est celle du président de la République. Car c'est celle qui procure le pouvoir réel (du moins le pouvoir d'exécuter les ordres des grands groupes capitalistes) et son cortège immense de postes à pourvoir,

de prébendes à distribuer, de sinécures à offrir, d'ambitions à satisfaire, d'amis à caser.

Et c'est là que le bât blesse, car le PS semble pour l'instant bien loin de pouvoir gagner à nouveau une élection présidentielle. Non seulement l'électorat de gauche n'a jamais été suffisant à lui seul pour représenter 50 % des voix, mais en plus il a été sérieusement échaudé par les passages de la gauche au gou-

vernement, particulièrement dans ses couches les plus populaires.

Or, aucun des prétendants ne semble se montrer capable, aux yeux des socialistes eux-mêmes, de reconquérir l'électorat perdu. Aucun ne s'impose même pour simplement attendre que la politique antiouvrière de Sarkozy pousse les travailleurs à voter pour « moins pire que la droite ». Aucun non plus n'ose, pour l'instant, proclamer ouvertement que, puisque le PS a détruit le PCF après s'en être servi, il ne lui reste plus qu'à s'allier avec Bayrou pour tenter de trouver une majorité dans le pays. Ce n'est pas que la perspective

dérangerait les dirigeants du PS, c'est qu'il n'est pas sûr que Bayrou ait un grand avenir politique.

La guerre des chefs socialistes n'est donc pas près de s'arrêter. Pendant ce temps-là la guerre sociale contre les travailleurs continue. Sur cette question au moins les dirigeants du PS n'ont pas de désaccords majeurs. Quant ils sont dans l'opposition, ils disent qu'ils ne peuvent rien et qu'il faut attendre la prochaine élection. Et s'ils reviennent un jour au gouvernement, ils continueront cette guerre pour le plus grand bénéfice du patronat, comme ils l'ont fait dans le passé.

Paul GALOIS

## • Finances locales

### La population menacée par le gouvernement

Dans le cadre de la préparation du budget 2009, le gouvernement a déjà annoncé en août qu'il ferait diminuer la part qu'il doit reverser aux différentes collectivités locales, communes, départements et régions. De plus, il voudrait modifier le calcul des impôts locaux, pour toujours plus alléger les impôts des entreprises.

Ainsi, les compensations versées par l'État aux collectivités locales pour les divers dégrèvements d'impôts (dont ceux accordés aux entreprises au titre de la taxe professionnelle) n'augmenteront en réalité que de 1 % en 2009 par rapport à 2008, soit beaucoup moins que l'inflation. Cela représentera un manque à gagner important, puisque les sommes versées à ce titre aux différentes collectivités représentent 27 % de leurs recettes fiscales totales. L'argent qui va manquer à ces collectivités entraînera des restrictions qui risquent fort d'affecter les dépenses les plus utiles à la population.

Mais ce n'est pas tout. Car le gouvernement annonce sa volonté de mettre sur pied, dès la rentrée, une refonte de la taxe professionnelle pour diminuer encore plus cet impôt, payé par les seules sociétés et qui reste la principale ressource des communes. Parallèlement, il annonce vouloir remettre à jour la valeur locative des habitations, y compris des HLM, ce qui risque fort d'entraîner une réévaluation de la taxe d'habitation et des impôts locaux payés par la population.

Il y en a vraiment assez de prendre dans la poche de ceux qui ont le moins pour remplir celles de ceux qui ont le plus.

Paul SOREL



## • Salaires, emploi, protection sociale...

# Faire du 7 octobre une démonstration du ras-le-bol du monde du travail

Bernard Thibault, le secrétaire général de la CGT, a annoncé sa volonté de faire du 7 octobre une journée de mobilisation pour les salaires, l'emploi, la protection sociale, en agissant, a-t-il précisé, pour construire une journée interprofessionnelle d'action unitaire le jour où les syndicats européens ont appelé à manifester pour « *le travail décent* ». La CFDT, FO, la CFTC, l'UNSA ont annoncé de leur côté qu'ils appelaient à manifester ce jour-là, sans en fixer encore les modalités.

Certes, les travailleurs auraient toutes les raisons d'avoir des doutes sur la volonté réelle de riposte des dirigeants confédéraux des syndicats, face à l'offensive tout azimut menée par le patronat et le gouvernement. Car si Thibault déclare, justement, que « *la souffrance des salariés est réelle, plus importante qu'il y a un an* », si Ché-

rèque, le leader de la CFDT, s'est soudain drapé dans les habits neufs du contestataire, l'attitude très ambiguë de ces deux dirigeants face aux attaques patronales, sans parler des autres, dans la dernière période, n'est pas pour rien dans le climat morose au sein du monde du travail.

Mais, quelles que soient les arrière-pensées des dirigeants confédéraux, quelle que puisse être leur détermination réelle à organiser la riposte nécessaire, les ouvriers, les employés, l'encadrement, les salariés du privé et du public, les retraités et les actifs, toute la classe ouvrière aurait intérêt à montrer sa colère face à la situation qui lui est faite et sa volonté de s'unir sur le seul terrain qui compte, celui des luttes.

Car comment supporter que les salaires et les pensions restent dramatiquement bloqués, en provoquant une baisse brutale du niveau de vie,

au moment où les prix explosent et où les grands groupes industriels et commerciaux emmagasinent des milliards de profits ? Comment supporter que les plus grandes entreprises du pays, Renault, Peugeot, EADS, Alcatel et bien d'autres, riches à milliards, annoncent avec cynisme et arrogance leur volonté de supprimer encore des milliers d'emplois ? Comment supporter qu'on mette à mal tous les services publics, qu'on rogne sur la protection sociale, pour offrir 100 milliards d'aides directes aux grandes entreprises ? Comment supporter qu'on accroisse partout la précarité et qu'on offre cadeaux sur cadeaux aux classes riches ?

Le grand patronat se sert de sa place dans la société, de l'État à son service, pour imposer à tous sa dictature économique. Mais ce sont les travailleurs qui créent toutes ces richesses ; qu'ils s'arrêtent, et

tout s'arrête. Eh bien il est temps que les travailleurs montrent leur force.

Évidemment, il ne suffira pas d'une seule journée, aussi réussie soit-elle, pour faire reculer patronat et gouvernement. Mais cette journée, où toute la classe ouvrière se rassemblerait en masse, pourrait justement permettre de déjouer toutes les manœuvres et mettre enfin à l'ordre du jour la riposte du monde ouvrier, afin d'imposer les revendications qui permettent durablement de garantir les besoins de tous : l'augmentation des salaires et des pensions et leur revalorisation automatique en fonction de la hausse réelle des prix ; le contrôle sur les comptes de toutes les sociétés, pour voir où est l'argent, où il va et à quoi et à qui il sert ; l'interdiction des licenciements dans les entreprises qui font des profits.

Paul SOREL

## • Université d'été du Medef

### Le gouvernement aux petits soins pour les patrons

L'université d'été du Medef s'est terminée vendredi 29 août, par un discours de sa présidente, Laurence Parisot, offensif et revendicatif par rapport au gouvernement.

Les patrons en veulent toujours plus. Ils n'ont jamais fait autant de bénéfices, les grands groupes affichent des résultats semestriels exceptionnels malgré le ralentissement économique. Mais les quelques prélèvements minimes sur les entreprises que le gouvernement a timidement annoncés ont immédiatement fait se dresser les patrons sur leurs ergots : « *Si à chaque nouvelle idée on (le gouvernement) invente une nouvelle taxe, on (les entreprises) va être totalement asphyxiés, très vite* », a déclaré depuis la tribune du Medef Laurence Parisot ! Quel culot !

Qu'est-ce qui leur fait si mal ? Le petit 0,3 % de hausse des cotisations retraite des employeurs prévu en 2009 ? Cela, mais aussi la simple idée que, pour financer le nouveau RSA, la taxe de 1,1 % sur les revenus du patrimoine concernerait beaucoup les particuliers épargnants, mais pourrait aussi écorner un tout petit peu les dividendes des actionnaires. Voilà ce qui, selon Parisot, menacerait d'asphyxier, « *très vite* », les entreprises... dont les patrons ont été immédiatement rassurés par Sarkozy.

En effet un coup de fil de sa part a interrompu le discours de clôture de Parisot, pour lui garantir que les patrons n'avaient absolument rien à craindre ! D'ores et déjà de nouveaux cadeaux à leur adresse sont en cours d'emballage. Comme par exemple la programmation sur trois ans de la suppression de l'impôt forfaitaire annuel (IFA), dû jusqu'à présent par toutes les entreprises en fonction de leur chiffre d'affaires, un cadeau de 1,6 milliard d'euros aux entreprises, et autant de manque à gagner dans le budget de l'État.

Lucienne PLAIN

## • RSA

# La peau de chagrin

Quand en 2005 Martin Hirsch avait proposé la création du RSA, il avait avancé le chiffre de 6 à 8 milliards pour son financement. En 2007,

une élection présidentielle plus tard, Martin Hirsch devenait haut-commissaire aux Solidarités actives contre la pauvreté, avec l'objectif de

mettre en place son nouveau dispositif. Mais dès son entrée en fonctions Hirsch ne parlait plus que de 3 à 4 milliards d'euros pour le RSA. Il avait

réduit de moitié ses prétentions, mais il disait qu'il n'en rabattait pas sur ses objectifs ambitieux de lutte contre la pauvreté !

Le RSA fut voté en août 2007, mais au printemps 2008 il avait du plomb dans l'aile, Fillon lui reprochait d'être « coûteux » et Sarkozy déclarait qu'il faudrait le calibrer en fonction de nos disponibilités financières... Le calibrage a eu lieu, puisque Hirsch a annoncé que le RSA ne disposera plus en juillet 2009 que d'un financement de... 1,5 milliard d'euros par an, donc encore deux fois moins qu'en 2007 !

En trois ans, de 2005 à 2008, le RSA aura donc perdu plus des trois-quarts de ses financements. Mais cela n'empêche pas Martin Hirsch de parler d'une « *révolution tranquille* » qui va « *marquer durablement la société française* » en permettant, rien que ça, de faire passer d'ici la fin du quinquennat, en 2012, le nombre de pauvres de sept à cinq millions !

Cédric DUVAL

## • Martin Hirsch

### De gauche à droite mais toujours dans les sommets

Avec l'annonce de la mise en place du RSA, Martin Hirsch a eu droit aux éloges de la presse. Le journal *Le Parisien* lui a ainsi consacré une page entière dans la rubrique « *Il a marqué la semaine* », parlant de lui comme d'un « *révolutionnaire tranquille* ».

Tranquille peut-être, mais révolutionnaire sûrement pas. Car, comme le rappelle la « *Bio express* » du *Parisien*, Martin Hirsch a toujours fréquenté les allées du pouvoir. C'est de famille d'ailleurs, car son grand-père avait déjà été haut-commissaire au Plan en 1958 sous De Gaulle. Ce serait d'ailleurs cet exemple que Martin Hirsch aurait voulu suivre en devenant en mai 2007 haut-commissaire

aux Solidarités actives contre la pauvreté dans le gouvernement Fillon.

Après une carrière universitaire bien remplie – Martin Hirsch est docteur en médecine et a fait l'École Normale Supérieure – il a intégré l'ENA avant de très naturellement commencer une carrière dans les ministères. De 1997 à 1999 il est le chef de cabinet de Kouchner quand celui-ci est secrétaire d'État à la Santé sous la présidence de Mitterrand. Puis il prend en charge la responsabilité de l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments (AFSSA) jusqu'en 2005, avant de devenir président de l'association caritative Emmaüs France fondée par l'abbé Pierre.

Cette image d'homme de gauche ne l'a pas empêché d'accepter en 2007 de rejoindre le gouvernement Fillon, comme d'autres hommes de gauche rebaptisés pour l'occasion hommes d'ouverture, dont son ancien patron Kouchner.

Martin Hirsch, qui prétend avec le RSA lutter contre la pauvreté et continuer à défendre ses convictions de gauche, se retrouve en fait aujourd'hui au Conseil des ministres aux côtés de ceux qui mènent une politique qui aggrave tous les jours de façon dramatique cette pauvreté. Mais, très tranquillement, cela ne le gêne pas !

C.D.

• États-Unis

## Le programme du démocrate Obama

# Du rêve pour les électeurs... et des aides aux grandes entreprises

**Adoubé lors de la convention démocrate par son ex-rivale Hillary Clinton, mais aussi par le dernier président démocrate Bill Clinton et un représentant du clan Kennedy, Barack Obama a été désigné officiellement comme le candidat démocrate à la présidence des États-Unis. En conclusion, il a présenté son programme lors d'un grand meeting tenu dans un stade de 80 000 places ; un show suivi par 40 millions de téléspectateurs américains.**

La campagne est dans la dernière ligne droite. L'élection aura lieu le 4 novembre, il reste deux mois pour mobiliser l'ensemble du camp démocrate uni derrière son candidat et

effacer la déception des électeurs démocrates qui auraient préféré voter pour Hillary Clinton.

Pour mobiliser l'électorat, Obama veut le faire rêver. Il a donc été beaucoup question dans ce discours de faire renaître le « rêve américain », celui des pionniers de la conquête de l'Ouest comme celui de Martin Luther King. Les envolées lyriques étaient là pour faire oublier que les promesses envers la population laborieuse étaient très vagues.

Il a parlé de mettre fin à la discrimination salariale entre hommes et femmes et de baisser les impôts de 95 % des salariés, mais sans dire de combien. Il dit vouloir rendre la santé accessible à tous. À ceux qui n'ont pas d'assurance-maladie

privée, il promet la couverture sociale des parlementaires... sans préciser combien il faudrait payer pour l'avoir ! Enfin Obama a promis, pour améliorer l'éducation, d'embaucher « une armée d'enseignants » et de leur payer de meilleurs salaires.

Mais il a déjà annoncé que l'argent n'était pas tout et que « les dispositifs mis en place par l'État ne pouvaient pas remplacer les parents ». Il a tenu à renouveler ses leçons de morale paternalistes et méprisantes à l'adresse des parents des milieux populaires. « L'État ne peut pas fermer la télé et faire faire ses devoirs à l'enfant » et « les pères doivent être plus responsables et prodiguer l'amour et l'aide dont leurs enfants ont besoin ».

Le message est clair : n'attendez pas tout de l'État. Obama prend bien soin de ne pas prendre d'engagements précis vis-à-vis des classes populaires.

Par contre l'essentiel de sa politique économique, ce sont, encore et toujours, les aides aux entreprises, à celles qui créent des « emplois américains », aux constructeurs automobiles pour produire des voitures propres, au secteur des énergies renouvelables pour qu'il « crée 5 millions d'emplois » en dix ans.

C'est dire que sa politique d'aides aux entreprises est dans la droite ligne des gouvernements précédents. On peut toujours rêver que les créations d'emplois suivront !

Sur le plan extérieur, Obama

a précisé, quels que soit les désaccords qu'il a pu avoir dans le passé sur l'engagement de l'administration Bush au Proche-Orient, qu'il se comportera en homme responsable et assumera les engagements actuels en Afghanistan et en Irak sans plus donner de date, ajoutant : « J'achèverai le combat contre Al Qaïda et les talibans en Afghanistan. »

Il y a fort à parier que, si Obama est élu, le seul vrai changement ce sera la présence d'un Noir à la tête des États-Unis, mais que le sort de la population laborieuse n'en sera pas amélioré pour autant. Car, Blanc ou Noir, le président ne sera que le serviteur des intérêts de la grande bourgeoisie.

Jacques FONTENOY

## Les contorsions des républicains

**Lundi 1<sup>er</sup> septembre, les républicains avaient ajourné le grand spectacle de leur convention prévue à Saint-Paul (Minnesota) : la faute à l'ouragan Gustav, qui se dirigeait sur La Nouvelle-Orléans. Il faut dire que, il y a trois ans, l'attitude de l'administration Bush lors du cyclone Katrina avait eu des effets désastreux : alors que la ville était inondée et que 1 500 personnes, parmi les plus pauvres et les plus vulnérables, allaient y laisser la vie, Bush s'était déclaré, après un rapide survol en hélicoptère, « satisfait de la réponse du gouvernement fédéral ». Ce mépris avait alors fait plonger la cote de popularité de Bush.**

Là, les républicains ont mis les bouchées doubles pour faire oublier Katrina : McCain s'est rendu en Louisiane et a appelé, sans rire, les Américains à « mettre de côté les divisions partisans » et « à passer à l'action ».

### McCain, faussement « indépendant »

C'est que, pour le candidat McCain, les choses ne sont pas simples. Au bout de huit ans au pouvoir, l'administration Bush est vomie. La guerre en Irak, les

cadeaux éhontés aux classes riches, la corruption, l'arrogance des nantis à l'égard des travailleurs, alors même que la crise des subprimes (les prêts hypothécaires) a rendu 2,5 millions de propriétaires insolvables et gagne maintenant toute l'économie : tout cela a contribué à faire de Bush le président le plus impopulaire que les sondages aient jamais enregistré, tandis que les dernières élections au Congrès, fin 2006, ont été largement emportées par les démocrates. Certes, McCain a cultivé une certaine indépendance à l'égard de Bush. Il a ainsi, par exemple, fait voter un amendement contre la torture en 2005, et s'est opposé une fois à des cadeaux fiscaux faits aux plus riches. Cette image d'électron libre l'a aidé à être choisi par les républicains. Mais sur le fond, McCain ne diffère pas d'un iota de Bush, dont il a voté 95 % des projets de loi en 2007, 100 % en 2008. Sur le fond, cet ancien officier et prisonnier de guerre au Vietnam a toujours été favorable à la guerre en Irak et affirme, aujourd'hui encore, qu'il faudra y rester « même cent ans, s'il le faut ». Il n'est pas avare de rodomontades bellicistes envers l'Iran.

### Sarah Palin, vraiment bigote

Le choix par McCain de sa colistière, Sarah Palin, gouverneur de l'Alaska, relève de calculs électoraux : dans le système politique américain, le candidat à la vice-présidence est censé rallier des électeurs auquel le candidat à la présidence ne convient pas vraiment ! John McCain est âgé (72 ans), Sarah Palin est jeune (44 ans). C'est une femme, et McCain espère récupérer une partie des électeurs démocrates qui avaient soutenu Hillary Clinton lors des primaires et sont réticents à voter pour Obama. Alors que McCain est souvent raillé pour sa grande fortune – il avait été incapable d'indiquer combien de maisons il possédait (au moins 8, en fait) ! – et est l'époux de la riche héritière d'un brasseur, Palin vient d'un milieu populaire et est l'épouse d'un syndicaliste. Alors que McCain est sénateur depuis vingt-et-un ans, elle est étrangère au sérail de Washington. Enfin et surtout, elle semble à même de lui permettre de faire le plein des voix de l'électorat de droite chrétien, plus ou moins fondamentaliste, qui avait constitué le socle électoral de Bush en 2000 et 2004, et sans lequel un candidat républi-

cain ne peut gagner.

Cet électorat n'était guère enthousiasmé par la candidature de McCain, auquel il reprochait, en vrac, d'avoir divorcé de sa première femme, d'avoir soutenu une réforme du financement des partis, et d'avoir dit que les fondamentalistes étaient des « agents de l'intolérance ». C'est en partie à cause de cette opposition que McCain avait perdu les primaires face à Bush il y a huit ans. Depuis, McCain a donné de sa personne pour se faire pardonner : courtisant la droite chrétienne, il répète à tout va qu'il a toujours été opposé à l'avortement, et qu'il nommera des juges « strictement conservateurs » à la Cour suprême, qui pourrait prochainement restreindre le droit à l'avortement et étendre la peine de mort. Alors que McCain n'était pas opposé à la régularisation d'une partie des immigrés clandestins, il en est maintenant un farouche adversaire. Mais tous ces reniements ne suffisaient pas. Et le choix de Sarah Palin vise avant tout à combler ce que les États-Unis comptent de dévots. La gouverneur de l'Alaska s'est en effet toujours opposée à l'avortement. Elle l'a prouvé personnellement en donnant naissance à cinq enfants, et en choisissant d'aller jusqu'au

bout de sa grossesse pour le dernier, bien qu'elle ait été avertie qu'il serait trisomique – un titre de gloire aux yeux des fondamentalistes. Elle défend donc le « droit à la vie », mais c'est aussi une farouche partisane de la peine de mort : « Mon Dieu, pendez-les, ouais », disait-elle récemment à propos de certains meurtriers. Elle est membre à vie de la National Rifle Association, qui milite pour défendre la vente libre des armes à feu. Et elle estime « salutaire » d'enseigner aux enfants le créationnisme aussi bien que la théorie de l'évolution.

McCain n'aura pas rechigné à avaler des couleuvres, fussent-elles de bénitier ! Quant à la bourgeoisie américaine, elle sait reconnaître chez McCain un des siens. McCain avait dit qu'il n'allègerait pas les impôts des riches ? Mais, interrogé sur qui est « riche », il a répondu que c'était à partir de 5 millions de dollars (4 millions d'euros) de revenus annuels... ce qui laisse à quelques menus privilégiés des raisons d'espérer.

Quant à savoir si tous ces gages donnés à l'électorat réactionnaire suffiront à le faire élire, c'est autre chose.

Michel BONDELET



# La Nouvelle-Orléans après le passage du cyclone Katrina et des bulldozers

Alors que le sud des États-Unis, après avoir craint l'arrivée du cyclone Gustav, attend maintenant le passage d'Anna, le bimensuel *The Spark* (L'Étincelle), publié par des militants trotskystes américains, revient dans le numéro du 25 août dernier sur les conséquences, pour le logement à La Nouvelle-Orléans, du passage catastrophique du cyclone Katrina, il y a trois ans.

Trois ans après que le passage du cyclone Katrina eut brisé les digues de La Nouvelle-Orléans, la ville est en train d'être reconstruite, mais d'une façon toute différente de ce qu'elle était auparavant.

Tandis que la population des secteurs les plus riches de la ville, comme Lakewood, a diminué de 30 % par rapport à ce qu'elle était avant Katrina, celle des secteurs aux plus bas revenus, comme Lower Ninth Ward et Holy Cross, a chuté, elle, de 65 à 89 %. Et surtout, la population noire de la ville a diminué. Le nombre d'habitants âgés a baissé, avec 50 % en moins de travailleurs retraités recevant des aides sociales.

Moins de pauvres, moins de

Noirs et moins de travailleurs sont revenus à La Nouvelle-Orléans, car les riches et leurs politiciens ont pris des décisions conscientes pour supprimer les logements, les transports et les écoles nécessaires à leur retour.

Il y a moins de logements abordables disponibles, du fait que la plupart des maisons des secteurs les plus pauvres n'ont pas été reconstruites. Et, face à cette pénurie de logements, le Département du logement et du développement urbain (HUD), qui dépend du gouvernement fédéral, est en train de démolir 4 500 logements du secteur public, en promettant de les remplacer – un jour, dans l'avenir – par des logements locatifs ouverts à tous les revenus, mais inabornables pour la plupart des habitants déplacés. La pénurie de logements devrait s'aggraver, du fait que le FEMA, un organisme gouvernemental qui intervient quand il y a une situation catastrophique, a

décidé de se débarrasser des mobile-homes qui servent actuellement de logements, parce qu'ils contiendraient un agent cancérogène, et sans les remplacer.

Les familles dans l'obligation de revenir à La Nouvelle-Orléans sont confrontées à un système scolaire dégradé. Quand les écoles recommencèrent en 2006, plus d'une année après le passage du cyclone, elles avaient trop peu de cars de ramassage et de matériel scolaire, pas de repas chauds, et les installations détruites. Il manquait aussi 106 enseignants.

Depuis lors, les change-

ments dans le système scolaire ont créé une différenciation entre les étudiants des quartiers plus aisés et ceux des quartiers plus pauvres. Les meilleures écoles du système scolaire traditionnel, les plus prisées, pouvant sélectionner les élèves à l'entrée, situées principalement dans les meilleurs quartiers, reprirent leurs activités. Les autres furent rattachées à une nouvelle circonscription scolaire qui a transformé bon nombre de ces écoles en écoles privées. Ceci ne les a pas rendues meilleures qu'avant le passage de Katrina.

Le gouvernement peut

n'avoir pas planifié l'inondation dans le but de chasser les habitants noirs et pauvres, mais la classe riche en a certainement profité. En excluant les pauvres et la population noire, ceux-là mêmes à qui la ville doit sa culture et ses traditions, les riches sont en train d'embourgeoiser La Nouvelle-Orléans. Le même phénomène (en France, on parlerait de « boboïsation ») a eu lieu dans chaque grande ville du pays. Le cyclone Katrina et l'inondation qui l'a suivi ont simplement accéléré la vitesse à laquelle cela se produit à La Nouvelle-Orléans.



Un habitant sollicite une aide pour reconstruire la maison de sa grand-mère... qui avait fait la une des journaux lors du passage de Katrina.

AFP

## • Belgique

### Non aux licenciements à UCB !

L'Union Chimique Belge, qui emploie 1 900 salariés sur le site de Braine-l'Alleud, au sud de Bruxelles, a annoncé une « restructuration » et des licenciements qui vont concerner 425 salariés à Braine, 130 au siège à Bruxelles et 2 400 sur 12 000 dans 40 pays. L'entreprise est pourtant largement bénéficiaire, elle vient encore d'annoncer 108 millions d'euros de bénéfice pour le premier semestre 2008.

La raison invoquée par la direction est l'arrivée à échéance des brevets des médicaments qui lui rapportent le plus et une réorientation vers

la fabrication de médicaments bio-pharmaceutiques qui nécessiteraient de nouvelles compétences du personnel. Mais cela ne l'a pas empêchée de distribuer l'ensemble des profits de 2007 – 180 millions d'euros – en dividendes aux actionnaires.

En réalité, depuis quelques années UCB augmente la charge de travail dans tous les secteurs, avec des départs volontaires avec prime et des licenciements sous le moindre prétexte. Dernièrement, sur certaines synthèses, des ouvriers se sont retrouvés seuls en poste 3x8, alors que le site est classé Seveso à cause des quantités importantes de

produits toxiques et explosifs utilisés.

Si la perte des brevets peut réduire les bénéfices des entreprises pharmaceutiques, c'est parce qu'elles ne peuvent plus imposer le prix qu'elles veulent en rackettant la Sécurité sociale et les patients. Cela ne les empêche pas de faire quand même des bénéfices, car elles produisent avec des installations largement amorties et même obsolètes.

Mais, comme tous les actionnaires, ceux du secteur pharmaceutique ne veulent pas voir leurs dividendes baisser ne serait-ce qu'un peu, et ils entendent se rattraper en réduisant la masse salariale.

Quitte à réembaucher au compte-gouttes dans quelque temps, comme ils l'ont déjà fait, parce qu'ils n'ont plus le personnel suffisant et qualifié pour produire.

Malgré les rumeurs qui couraient depuis quelques semaines, l'annonce a surpris tout le monde par le nombre des licenciements envisagés. Le lendemain, 350 ouvriers, techniciens, employés et ingénieurs, venant de tous les bâtiments, se sont mis en grève une heure trente à l'appel des syndicats et se sont rassemblés pour protester contre les licenciements envisagés et pour donner un avertissement à la direction en

vue des futures négociations.

La loi Renault promulguée après la fermeture de Renault Vilvoorde impose, en cas de licenciement collectif, une « phase d'information » d'un ou deux mois où les délégués du personnel peuvent poser leurs questions, avant la « phase de négociations ». Cette loi est censée protéger les salariés contre un licenciement trop hâtif. Mais elle n'empêche nullement les licenciements et ne garantit même pas d'indemnité supplémentaire aux licenciés ! Et c'est par leur mobilisation que les travailleurs d'UCB devront garantir leurs droits.

Claude THIERAM



## • Retraites :

### Le compte n'y est pas

Le 1<sup>er</sup> septembre, les retraites ont augmenté de 0,8 %. En y ajoutant le 1,1 % de hausse de janvier 2008, on arrive à 1,9 %. En 2008, d'après les chiffres officiels, l'inflation sera d'au moins 3,6 %. Bref, sans même parler des conséquences de l'allongement de la durée de cotisation pour bénéficier d'une retraite à taux plein, le pouvoir d'achat des retraités va baisser.

En 2007, c'était promis-juré, non seulement le candidat Sarkozy promettait d'être « le président du pouvoir d'achat », mais il allait revaloriser les petites retraites, augmenter de 25 % le minimum vieillesse, améliorer le niveau de vie des 14 millions de retraités, etc. Depuis, les promesses faites aux riches ont été tenues ; quant aux retraités modestes, ils n'ont droit qu'au mépris de Sarkozy et de son gouvernement.

M.B.



### Retarder son départ en retraite ? Les salariés pas d'accord

En 2003, Fillon avait pu imposer une réforme dont le but était de repousser l'âge de la retraite. Il s'agissait notamment d'inciter les salariés à cotiser plus de 40 ans, en instaurant une « surcote » qui permettait à ceux qui partiraient après l'âge « normal » d'augmenter leurs indemnités de retraite.

Pourtant une étude de la

CNAV montre que cette surcote n'a encouragé que très peu de salariés à rester plus longtemps au bureau ou à l'atelier. Ainsi, avant la réforme, 7 % des salariés travaillaient au-delà des 160 trimestres requis pour une retraite pleine mais, après la réforme et la surcote, seulement 7,6 % ont profité de cette « aubaine »... soit 0,6 % de plus...

La conclusion est claire : ce n'est pas parce que la durée de vie s'allonge que nous avons envie de travailler plus longtemps, d'autant que ces dernières années les cadences augmentent et les conditions de travail se dégradent.

Claire ALEXANDRE

### Droit à la retraite des « longues carrières » amputé

À partir de 2009, tous les salariés vont devoir cotiser plus longtemps pour avoir droit à une retraite complète : un trimestre de plus par an pour parvenir à 41 ans de cotisations en 2012. Mais les salariés qui pouvaient partir dès 56 ans s'ils avaient eu une carrière longue, c'est-à-dire s'ils avaient déjà

cotisé 42 ans (40 ans, plus deux années de pénalité pour départ anticipé), ne bénéficieront pas du même étalement. S'ils ne sont pas partis d'ici décembre 2008, ils devront avoir cotisé 43 ans pour pouvoir partir en 2009.

Malheureusement c'est impossible car, pour avoir cotisé 43 ans, une personne de

56 ans devrait avoir commencé à travailler à 13 ans, à une époque où la scolarité était obligatoire jusqu'à 14 ans. À partir du 1<sup>er</sup> janvier, les dispositions de la loi concernant les départs avant 60 ans seront donc caduques pour les travailleurs de 56 ans et il faudra désormais avoir au moins 57 ans pour

pouvoir en bénéficier !

Le gouvernement trouvait que trop de travailleurs s'étaient empressés d'utiliser cette possibilité et que ça coûtait plus cher que prévu. Avec ce mauvais coup, un gros coup de frein va être mis à ces départs à une retraite pourtant bien gagnée !

C. A.

## • Médecins

### 500 mandarins rançonnent leurs patients et les hôpitaux publics

Quelque 500 médecins spécialistes et chirurgiens qui exercent en « privé » au sein d'hôpitaux publics sont en grève administrative depuis plusieurs mois. Ils refusent de communiquer à la Sécurité sociale le nombre de consultations et d'interventions privées pour lesquelles ils ont perçu des honoraires, car ils ne veulent pas payer à l'hôpital la redevance qu'ils sont tenus de verser pour cette activité libérale. Ils n'hésitent pas à creuser ainsi un trou dans le budget des hôpitaux, déjà mis à mal par la politique d'économies du gouvernement.

Il est déjà choquant qu'un certain nombre de médecins – 4 300 au total, soit 12 % des

praticiens hospitaliers – puissent exercer une activité privée à l'hôpital public, et ce pendant le temps pour lequel ils sont déjà salariés par l'hôpital, c'est-à-dire par la Sécurité sociale. De plus, si certains exercent cette activité privée au tarif conventionné, d'autres (ils sont près de 1 600) demandent carrément des honoraires dits « libres », c'est-à-dire qui peuvent être dix fois plus élevés.

Pour ces médecins, la seule contrainte est de payer à l'hôpital une redevance pour l'utilisation des blocs opératoires et autres équipements de l'hôpital, ainsi que pour le travail que leur fournissent anesthésistes, infirmières, secrétaires, etc.

Jusqu'à présent, cette rede-

vance était dérisoire, puisque calculée sur la base du tarif conventionnel de la Sécurité sociale, et non en fonction des honoraires effectivement perçus. Aussi, quand un décret paru en mai dernier a fixé la redevance en fonction des sommes réellement encaissées par ces médecins, près de 500 d'entre eux, grands patrons hospitaliers pour la plupart, organisés dans un petit syndicat, se sont mis en grève administrative. Cette action est désapprouvée par les autres syndicats de médecins hospitaliers, car « pénalisante pour les établissements ». Effectivement, en l'absence d'un état des interventions de ces praticiens, les hôpitaux ne peuvent

pas être remboursés par la Sécurité sociale. Pour gérer leur trésorerie, ils doivent emprunter aux banques qui leur facturent des frais financiers importants.

Mais les patrons hospitaliers en question s'en moquent. Ils défendent pied à pied leurs privilèges. Quant au gouvernement, il s'est abstenu de prendre toute sanction à leur encontre. Il n'y a pas eu de ministre pour dénoncer cette petite minorité de médecins qui « prend en otage » l'hôpital public, et encore moins pour les menacer de leur retirer le droit de se servir des hôpitaux publics pour leurs intérêts privés.

Jean SANDAY

## • Crédits d'impôt pour la recherche

### L'État vide sa caisse au profit des bourgeois

Depuis 1983, les entreprises bénéficient d'un crédit d'impôt recherche afin, dit le texte de loi, « d'accroître leur compétitivité ». Cela représentait un cadeau au patronat évalué à 1,5 milliard d'euros par an et un manque à gagner équivalent pour les caisses de l'État.

Mais grâce à une modification de la loi entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2008, le cadeau va être encore plus conséquent. Le ministère des Finances vient de publier un rapport le chiffrant désormais à 3,5 milliards d'euros par an dont la plus grande partie, 40 %, reviendrait évidemment aux 39 entreprises les plus grosses, les plus riches et les plus rentables.

Sanofi Aventis, par exemple, consacrait en 2005 15,5 % de son chiffre d'affaires, soit 4,4 milliards d'euros, à la recherche et au développement. C'est bien le moins pour un groupe pharmaceutique qui vend très cher ses médicaments pour, dit-il, pouvoir faire face à ses frais de recherche. Eh bien l'État en prendra désormais 30 % à sa charge jusqu'à cent millions d'euros et 5 % au-delà. Soit, dans ce cas, 250 millions d'euros de cadeau à Sanofi Aventis, une entreprise qui a fait sept milliards d'euros de profits l'an passé !

Ce crédit d'impôt recherche, comme les autres dégrèvements fiscaux ou sociaux, ne sert en définitive qu'à enrichir encore un peu plus des entreprises déjà bénéficiaires. Et c'est pour compenser ce genre de largesses aux capitalistes que l'État fait des économies, entre autres en fermant des écoles et des hôpitaux.

Christine Lagarde appelle cela « la France d'aujourd'hui qui investit pour la France de demain ». Car pour ces gens-là, la seule recherche qui vaille, c'est celle du profit et le seul développement qui compte, c'est celui des grandes fortunes. Ils en sont fiers et prétendent même que c'est comme ça que la société avance.

Non, mais c'est de ça qu'elle risque de crever.

Paul GALOIS



## Les Visiteurs chez l'ami du prince

(comédie en trois actes)

Acte I : un groupe d'indépendantistes corses manifestent en occupant pendant une heure le jardin de la villa du comédien Christian Clavier, située dans un quartier ultra-chic de Porto-Vecchio, dans le but de dénoncer ce qu'ils nomment la « spoliation foncière » des Corses par les non-Corses.

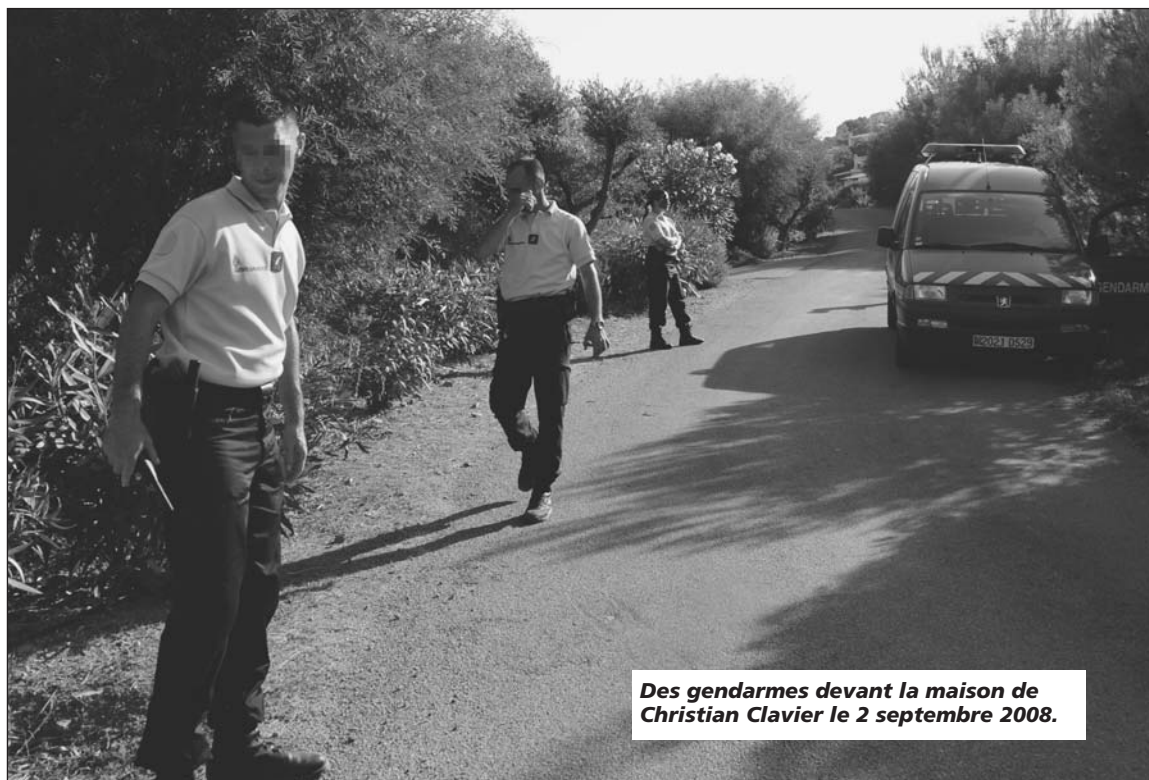
Acte II : le responsable local de la police et de la gendarmerie, « coordinateur des forces de sécurité intérieure », ne décide pas d'envoyer des hélicoptères de combat et ne mobilise pas le GIGN et ses tireurs d'élite face à cette démonstration dans la pro-

priété de l'ami de Sarkozy.

Acte III : la ministre de l'Intérieur limoge l'intéressé (M. Rossi, pas Clavier) et le mute à l'IGPN, la police des polices. « *Il n'est pas question que tu payes pour notre amitié* » aurait assuré en toute simplicité le président à l'acteur.

Après « Touche pas au scooter de mon fils », où l'on a vu une demande de recherche d'ADN lancée après la disparition du deux-roues du fils-à-Papa, s'agit-il de la saison 2, intitulée, « Touche pas à l'herbe de la villa de mon pote ? »

Viviane LAFONT



Des gendarmes devant la maison de Christian Clavier le 2 septembre 2008.

AFP

### • Transgourmet – Argenteuil (Val-d'Oise)

## Non à la délocalisation et aux licenciements déguisés

Du 22 août au 3 septembre, une trentaine de salariés de l'entreprise Transgourmet à Argenteuil ont fait grève pour lutter contre la délocalisation du site vers Wissous dans l'Essonne et Orly dans le Val-de-Marne. Cette entreprise confectionne des repas pour des collectivités, des cantines scolaires et des restaurateurs. Elle est liée entre autres au groupe Carrefour.

Les prétendues compensations financières proposées par

la direction à ceux qui accepteraient de rejoindre le nouveau site sont dérisoires : trois fois 1 000 euros, et pas d'ajustement des salaires pour les travailleurs d'Argenteuil dont les salaires sont inférieurs à ceux de Wissous et d'Orly. Pour ceux qui ne pourraient pas suivre, seulement trois mois de salaire comme prime de départ, avec 1 500 euros supplémentaires pour ceux qui ont plus de trois ans d'ancienneté.

La plupart des salariés d'Argenteuil habitent dans les environs. Déménager dans le sud de Paris n'est, matériellement et financièrement, pas envisageable pour eux. Il n'est pas rare qu'ils touchent moins de 1 000 euros, avec des heures supplémentaires non payées. La délocalisation est aussi une bonne occasion pour la direction de réduire les effectifs.

Les grévistes ont décidé de reprendre le travail, mercredi

3 septembre, même s'ils n'ont obtenu que la réouverture de négociations sur les primes liées à la suppression du site d'Argenteuil. Mais ils ont pu voir comment de nombreux médias sont accourus quand ils ont fait peser le risque que des collectivités et des écoles ne soient pas approvisionnées le jour de la rentrée. Et comme le dit l'un des travailleurs : « Cette grève nous a grandis ».

Correspondant LO

### • Montreuil (Seine-Saint-Denis)

## Plus de trois mois d'occupation et toujours pas de papiers

Depuis plus de trois mois, vingt-et-un travailleurs, presque tous sans papiers, occupent les locaux de l'entreprise de démolition et terrassement Griallet, à Montreuil (Seine-Saint-Denis).

Depuis plusieurs années, certains d'entre eux travaillent, munis de contrats... béton, mais 17 d'entre eux se trouvent être « sans papiers ». Sans papiers, mais bien entendu assurés sociaux, contribuables, parents d'élèves etc. Avec l'Union locale CGT ils ont, fin avril, demandé au patron d'entamer les démarches nécessaires à leur régularisation, dans le cadre de la circulaire Hortefeux sur les métiers « sous tension ».

Pour toute réponse, le patron a alors mis fin aux contrats des travailleurs concernés, prétendant ne pas être au courant de leur situation et prétextant « ne pas vouloir res-

ter en infraction ». Le 22 mai, à vingt-et-un, les ouvriers de Griallet ont entamé une grève et une occupation des locaux de l'entreprise, exigeant le paiement des « suspensions » de contrats décidées par le patron, la remise à tous les salariés d'une attestation d'exposition à l'amiante et au plomb – ils signalent que depuis des années, ils travail-

lent en milieu insalubre sans protection – et, bien entendu, la régularisation des 17 travailleurs « sans papiers ».

Début juin, dans un premier temps, le tribunal de grande instance de Bobigny avait débouté le patron de la PME qui réclamait l'expulsion des grévistes. Mais une seconde démarche en direction du tribunal s'est soldée,

fin juillet, par une décision d'évacuation pour le 4 septembre.

Les grévistes tiennent bon, cependant, et envisagent même de se déplacer sous des tentes au cas où la Préfecture les ferait expulser. Depuis quelques mois, sur près de 1 500 dossiers déposés collectivement avec la CGT et l'association Droits devant !, environ 800 salariés sans papiers ont été ou sont en cours de régularisation. Mais encore faut-il que les employeurs fassent la démarche et s'engagent à réembaucher ces salariés dans les règles, ce qui est loin d'être le cas chez Griallet.

Les salaires des grévistes doivent être versés, la régularisation de tous doit être obtenue. Au-delà, la lutte pour les droits élémentaires de tous les sans-papiers continue.

V.L.

### Régularisation de tous les sans-papiers !

Des ouvriers sans papiers du Bâtiment se sont invités à la réunion où Bouygues présentait ses bons résultats semestriels. Puis ils sont allés chez Eiffage en réclamant : « Patrons du Bâtiment, régularisez les sans-papiers ! ».

Interpellé, Bouygues a

prétendu : « Savoir s'il faut régulariser ces travailleurs, c'est une question politique, or je ne fais pas de politique ».

Non, il est juste copain avec Sarkozy. Et s'il y a des sans-papiers sur les chantiers, c'est un pur hasard.

## Suez reprend à son compte les réclamations de GDF

À plusieurs reprises, ces dernières années, Gaz de France, avant d'être absorbé par Suez, avait réclamé d'importantes augmentations de tarifs du gaz. La plupart du temps l'État avait bien accordé des hausses, mais inférieures à ce que voulait GDF.

Gaz de France a donc chiffré le « manque à gagner » depuis 2004, lequel a grossi avec le temps.

Aujourd'hui que GDF a été absorbé par Suez, c'est donc la nouvelle entité GDF-Suez qui reprend à son compte cette revendication et qui réclame maintenant 1,1 milliard d'euros à l'État. Déjà l'ancien PDG de GDF avait parlé de porter l'affaire en justice. Et voilà que le PDG du groupe GDF-Suez l'envisage également.

Pourtant « les premiers résultats de GDF-Suez sont excellents » vient de déclarer le PDG, Gérard Mestrallet : chiffre d'affaire + 17 %, bénéfice net + 14 % à 3,4 milliards d'euros. Les investissements crèvent tous les plafonds. Les actionnaires bénéficient de grasses rémunérations « dynamiques » (avec acomptes) et GDF-Suez va racheter pour 1 milliard d'euros de ses propres actions pour faire grimper leur taux.

L'euphorie n'empêche pas GDF-Suez de continuer à tondre les consommateurs tout en essayant d'obtenir 1,1 milliard supplémentaire de la part des contribuables.

A.V.



## • Peugeot Poissy (Yvelines)

### 700 postes supprimés

# Les travailleurs doivent passer avant les actionnaires

À peine rentrés de vacances, l'ensemble des travailleurs de l'usine ont été informés lors de réunions dans les secteurs qu'à compter du 6 octobre la production quotidienne passera de 1 100 à 550 voitures. Et la conséquence de cela est la suppression de 700 postes occupés par des intérimaires et la mutation sur d'autres postes de 300 travailleurs en CDI.

Sur 6 749 travailleurs à l'effectif au 25 août, jour de la rentrée, 876 sont des intérimaires, soit 13 % du total. Mais, en production, certains secteurs tournent en permanence avec jusqu'à 50 % d'intérimaires. Alors la direction peut bien parler de mises en fin de mission ou encore de suppressions de pos-

tes sans licenciement, c'est tout simplement un mensonge. Les intérimaires sont de fait partie intégrante des effectifs permanents sans lesquels l'usine ne peut pas tourner. C'est pourquoi il est justifié non seulement de refuser le licenciement de ces travailleurs, mais aussi de demander leur embauche. Si les

postes occupés sont fixes, les emplois doivent l'être aussi.

Mais la direction ment également lorsqu'elle prétend ne pas supprimer d'emplois en CDI. Les effectifs embauchés en CDI sont ainsi passés de 6 400 en janvier 2008 à moins de 6 000 début septembre. Ce sont donc bien tous les travailleurs qui sont touchés par les réductions d'effectifs.

Pour justifier sa politique, la direction affirme que, sur les sept premiers mois de l'année, la production à Poissy a été en baisse de 13 % par rapport aux

prévisions. Mais la charge de travail individuelle sur les postes n'a pas diminué, bien au contraire. Et les bénéfices annoncés à l'échelle du groupe sur les six premiers mois de l'année se montent à 733 millions d'euros, c'est-à-dire 50 % de plus que pour la même période de l'année précédente.

C'est dire qu'il y a largement de quoi prendre sur les bénéfices des actionnaires pour maintenir les emplois et même embaucher.

Correspondant LO

## • General Motors – Strasbourg

# Usine à vendre

Vendredi 30 août, la direction annonçait au CE que la direction de GM Corporation envisageait de vendre l'usine de transmissions automatiques de Strasbourg, qui emploie 1 260 salariés, sous prétexte que GM aurait besoin de cash pour combler les pertes qu'elle subit aux États-Unis.

Cette annonce brutale a été reçue par les travailleurs comme un coup de plus. En effet, depuis le mois d'août 2007, la direction strasbourgeoise a licencié « à l'amiable » près d'une trentaine de cadres et, en mars, cela a été le tour des travailleurs de production. Fin juin, 168 salariés ont quitté l'usine. La direction avait alors donné comme prétexte la baisse de production et la sauvegarde de l'emploi. Mais de baisse de

production, il n'y en a pas eu. Et depuis le 17 août, date de la reprise après la fermeture de quinze jours de congés, la désorganisation due aux suppressions d'emplois s'est traduite par des heures supplémentaires à gogo, certains ouvriers travaillant jusqu'à 12 heures par jour. Les jours de RTT sont supprimés, au moins en production. La veille de l'annonce de la mise en vente, les chefs étaient passés pour annoncer une semaine de congés forcés fin octobre et des lundis de novembre non travaillés. D'un jour à l'autre les annonces se sont succédé, plus folles les unes que les autres, jusqu'à celle de vendredi.

L'usine, qui fabrique des boîtes de vitesse automatiques pour BMW et Cadillac, pourrait sans doute être rachetée dans un premier temps, mais avec quelles conséquences par la suite ?

Les discussions dans les ateliers traduisent l'inquiétude des travailleurs, qui se demandent avant tout à quelle sauce ils vont être mangés. Que le patron soit GM ou Tartampion n'est pas vraiment le problème ! La question est avant tout celle de la garantie de garder emploi et salaire.

La direction a demandé expressément aux syndicalistes de faire en sorte qu'il n'y ait pas de débordements à l'annonce de la nouvelle. Certains chefs ont expliqué qu'il fallait continuer à travailler pour montrer à de futurs acheteurs que c'est une affaire qui marche bien et sans problèmes.

Lundi 1<sup>er</sup> septembre la CGT a appelé à des assemblées générales sur les trois équipes. Tous les travailleurs de production étaient présents aux réunions. Pendant deux heures, la production a été à l'arrêt, matin,

après-midi et nuit. D'un côté la CGT a expliqué que nous ne pourrions obtenir les garanties que si nous ne nous laissons pas bernier par les discours du patron relayés par les chefs et certains syndicalistes qui jouent la carte des institutions. De son côté, le représentant de la CFDT s'en remet à une réunion des syndicats européens qui doit avoir lieu en fin de semaine à Vienne.

Comme si GM pouvait se laisser impressionner par des réunions des syndicats européens, alors que les décisions sont prises dans le secret des conseils d'administration !

Les assemblées ont donc voté pour de nouvelles assemblées générales lundi 8 septembre pour décider de la suite à donner, car les travailleurs de GM ne sont pas prêts à accepter n'importe quoi.

Correspondant LO

## • Mort d'un salarié de société d'autoroute

# La vie d'un ouvrier pèse peu face aux bénéficiaires



Un ouvrier de la société d'autoroute la Sanef, dépendant du centre de Senlis, est mort sur l'autoroute du Nord, l'A1, le 25 août dernier, renversé par une voiture lors d'une intervention. Choqués, ses camarades de travail ont tenu à afficher leur solidarité. Ils ont distribué un tract d'information aux automobilistes.

Bien sûr, on sait que l'attitude de bien des automobilistes est dangereuse sur les autoroutes et peu soucieuse de la sécurité de ceux qui y travaillent. Les dirigeants des sociétés autoroutières le savent, mais ne consacrent pas

les moyens nécessaires à la protection de leurs salariés.

Les responsables de la Sanef ont mis des panneaux, fait des communiqués pour déplorer cet accident. Mais ils auraient surtout dû prendre des mesures préventives, rendant, sinon impossible, du moins très improbable ce genre d'accidents.

Pour protéger les transports de leurs recettes, ils savent utiliser les grands moyens. Un fourgon de transport de fonds ne se déplace que sous haute protection. La vie des salariés mériterait au moins la même attention.

Paul SOREL

## • Renault-Trucks Vénissieux (Rhône)

# Toujours plus de travail pour moins de salaire

À l'usine Moteurs de Renault Trucks à Vénissieux, la direction a décidé d'augmenter la production pour passer à 140 moteurs par équipe. Des machines ont été ajoutées sur la ligne mais il n'y a personne en plus, à part les travailleurs venus de l'équipe de nuit, qui a été supprimée aux congés.

Comme la production a du mal à sortir, les heures supplémentaires se multiplient. Des salariés sont obligés de travailler pendant les pauses ou pendant le casse-croûte pour tenter de suivre la cadence. Les pressions de la maîtrise sont monnaie courante, en particulier sur les intérimaires qui sont mis en concurrence les uns avec les autres, en leur faisant miroiter une hypothétique embauche. Or dans le même temps, la direction n'a même pas fini de réaliser les embauches qu'elle avait annoncées au début de l'année et, malgré l'augmentation de la production, elle n'en annonce pas d'autres. Des chefs tentent de diviser les ouvriers en affirmant que certaines équipes feraient plus de travail que d'autres.

Quant à la sécurité, la direction n'en a cure puisque les travailleurs se marchent les uns sur les autres pour récupérer les retards.

Mais le plus fort, c'est que certains chefs n'hésitent pas à raconter que, malgré l'augmentation de la production et des cadences, l'usine Moteurs perdrait 30 000 euros par jour. Bien sûr, la direction ne perd pas d'argent, simplement, avec 120 ou 130 moteurs assemblés, elle en gagne un petit peu moins que ce qu'elle avait prévu comme bénéfice en montant 140 moteurs.

Par contre, de plus en plus de travailleurs ne supportent plus ces cadences impossibles à tenir et réclament qu'il y ait plus de monde sur les chaînes de montage. Et il y a de plus en plus d'indignation sur le fait que nous soyons toujours aussi mal payés alors qu'il faut en faire toujours plus. Beaucoup pensent que cela ne pourra pas durer.

Correspondant LO



## • La Poste

# Grève et manifestations le 23 septembre contre la privatisation

L'ensemble des fédérations syndicales de La Poste, réunies le 2 septembre, ont décidé un appel commun à une grève pour le mardi 23 septembre contre la privatisation de La Poste lancée cet été par le gouvernement, sous les auspices du directeur général.

Avant même l'annonce de cette privatisation, tous les secteurs de La Poste, la distribution, les centres de tri, les services financiers et les bureaux de poste, les multiples filiales de l'entreprise, les salariés ayant le statut de fonctionnaire comme les dizaines de milliers d'autres qui sont des salariés de droit privé, tous subissaient les conséquences des suppressions massives d'emplois et la dégradation des conditions de travail.

La privatisation annoncée

ne peut qu'aggraver cette offensive. Elle va rendre encore plus illusoire la notion même de service public, qui n'avait déjà que bien peu de rapport avec la réalité. Au-delà des postiers eux-mêmes, ce sont des millions d'utilisateurs qui font déjà les frais de cette politique et qui vont le faire encore plus dans l'avenir.

Se mobiliser pour s'opposer à la privatisation, c'est s'opposer à la politique passée, présente et future de La Poste et du gouvernement. C'est exiger la

fin de toutes les suppressions d'emplois et demander les embauches correspondant aux vrais besoins, c'est en finir avec la dégradation continue des conditions de travail, c'est s'opposer à la fermeture des bureaux, aux mutations imposées, quand ce n'est pas aux licenciements dans les filiales. Oui, il y a de vrais enjeux, qui sont entre les mains des centaines de milliers de salariés de cette très grande entreprise, qui rejoignent d'ailleurs les préoccupations et les attentes de tous les autres travailleurs, et qui vont de l'emploi aux salaires.

P.S.



Manifestation, à Paris, en février 2007.

## Privatiser pour le bénéfice de quelques privilégiés

Le président de La Poste, Jean-Paul Bailly, a confirmé qu'il allait demander au gouvernement d'aller vers la privatisation. L'établissement public deviendrait une société anonyme en janvier 2010, pour ouvrir son capital au privé par une introduction en Bourse un an plus tard.

« Nous devons obtenir des ressources nouvelles pour pouvoir financer notre développement et saisir les opportunités qui se présentent », s'est justifié le président de La Poste. Il a chiffré entre 2,5 et 3,5 milliards d'euros la somme dont l'entreprise aura besoin après l'ouverture complète du marché postal à l'échelle européenne, et qui sera empruntée à la Bourse pour augmenter le capital de La Poste. « Et cela sans compter d'éventuelles grosses acqui-

sitions », a-t-il ajouté.

À quoi servira cette augmentation de capital ? À embaucher le personnel, à mettre fin à la précarité ? À diminuer l'attente aux guichets, à créer de nouveaux bureaux dans les banlieues ou à les rétablir dans les communes où ils ont été supprimés ces dernières années ? Évidemment non ! Car les capitaux privés attendent une rentabilité financière, 8,5 % par an a précisé Bailly. L'augmentation du capital de La Poste servira essentiellement au rachat d'autres sociétés, qui existent déjà, et cela ne créera donc pas d'emploi, pas de service nouveau. D'ailleurs, sans attendre la privatisation, La Poste prévoit dès cet automne le lancement d'un programme d'acquisitions de 600 millions d'euros.

La privatisation de La Poste

servira à placer l'entreprise plus directement dans la tourmente de la spéculation. Parler de « développement » à ce propos comme le fait le président de La Poste est un abus de langage : au contraire, de nouveaux sacrifices seront demandés au service public au nom de la rentabilité financière. Tout cela pour, au final, offrir à quelques grands capitalistes les secteurs de l'entreprise jugés les plus juteux.

Aussi, au moment où la direction de La Poste présente son plan de privatisation au gouvernement, il faut tout faire pour que la mobilisation des quelque 300 000 postiers se développe et se renforce, et que la journée du 23 septembre en soit la première étape.

Jean SANDAY

## • SNCF – Arles (Bouches-du-Rhône)

# Passagers en rade

Il manque de tout à la SNCF, du matériel, des conducteurs et des contrôleurs. Elle jongle avec la pénurie au détriment du trafic régional TER, alors que celui-ci augmente. Les travailleurs qui doivent faire le trajet sur la ligne Arles-Marseille en subissent les conséquences.

Cela fait plus d'un mois que certains trains Arles-Marseille ne peuvent plus prendre de passagers à Arles car ils sont en surcharge notoire. Bien entendu la direction de la SNCF le sait, mais cela continue. Les passagers pensent que c'est à cause du problème de caténaires. Il n'en est rien, c'est une imprévoyance de plus de la direction de la SNCF.

Quand le train de Narbonne arrive à Arles vers 16 h 20 en direction de Marseille, il est la plupart du temps déjà bondé et les voyageurs sur les quais sont nombreux. Pour prendre un autre train comme le TEOZ, il faut payer un supplément conséquent.

Il est évident que tout le monde ne tiendra pas dans les wagons. Les passagers incrédules ne peuvent même plus monter dans ces trains. Et ceux qui restent sur le quai prennent souvent à partie les agents présents qui ont bien

du mal à expliquer leur impuissance devant le manque d'initiative de leur direction. Et pour cause : eux-mêmes ne sont informés de la suppression d'un train qu'un quart d'heure avant.

Il faut donc attendre le train suivant, lui aussi bondé. Ce qui se traduit pour les passagers par une bonne heure d'attente supplémentaire ainsi que toutes les conséquences pour les correspondances aux gares du parcours. Le comble de l'exaspération, c'est lorsqu'un train vide passe devant les passagers sur le quai ; ce train roule en direction de Marseille pour prendre son service et il ne passe par Arles qu'à cause des travaux sur un pont vers Cavaillon.

Ajouter un train n'est plus une chose simple. Avant, tout était centralisé et la décision pouvait être prise de Paris. Bien ou mal, mais au moins la décision était prise. Maintenant, comme le trajet Narbonne-Marseille touche deux régions, Languedoc-Roussillon et PACA, les décisions traînent en longueur, chaque région marchandant, discutant. La régionalisation pour les travailleurs qui utilisent le train régional est un vrai recul !

Correspondant LO

## Encore des économies

Le freinage des trains entraîne des gerbes d'étincelles. Cela n'aurait que peu d'importance si le nettoyage des voies était effectué régulièrement.

Ce nettoyage a été confié à des entreprises privées, en recherchant la moins chère. Le nettoyage des abords des voies est donc effectué moins souvent et avec beaucoup moins de monde. Les herbes

sèches et les broussailles des bords de la voie ferrée s'enflamment facilement sous les gerbes d'étincelles de chaque coup de frein.

Les débuts d'incendie dans cette région particulièrement sensible sont fréquents. Ce qui entraîne une intervention des pompiers, des retards et une multitude de complications.

Correspondant LO

## Le train des poubelles

Parce qu'un poste de travail d'après-midi a été supprimé sur la gare d'Arles, le train des ordures ne peut plus changer de sens à Arles. Ce train très lourdement chargé ramasse les ordures de Marseille et les emmène dans l'après-midi à la décharge d'Entressen dans la plaine de la Crau, près d'Arles.

Ce train passe à Arles dans un sens, monte jusqu'à

Avignon pour effectuer sa manœuvre, redescend par Cavaillon puis Miramas pour rejoindre la décharge. Un détour d'une centaine de kilomètres qui aurait pu être évité si le poste avait été conservé !

En voulant faire des économies, la SNCF paye un prix fort, qu'elle sait d'ailleurs répercuter sur l'utilisateur.

Correspondant LO



## • Caucase

# Le cinéma du sommet de Bruxelles

**Un « sommet extraordinaire » vient de réunir les 27 États de l'Union européenne à Bruxelles. Il devait décider de leur attitude face au conflit qui oppose, aux confins mêmes du continent, la Russie et la Géorgie, une ex-république soviétique devenue la protégée de la super-puissance américaine.**

De tels sommets sont censés répondre à « une situation d'une extrême gravité », selon Sarkozy. Mais on savait par avance que rien de tant soit peu contraignant pour quiconque ne se déciderait à Bruxelles.

Le précédent « sommet extraordinaire », lors du déclenchement de la guerre en Irak, en 2003, avait vu les Quinze d'alors se déchirer, pour finalement ne rien décider, en étalant l'impuissance de l'Union européenne face à des États-Unis, maîtres du jeu. « L'Europe en était sortie désunie, donc impuissante et inaudible », a commenté Sarkozy.

Cette fois-ci, selon le même, le message adressé par les Vingt-Sept serait « d'autant plus fort » qu'il est « d'unité ». L'Union a gelé les discussions sur un « partenariat » avec la Russie. Elle a « condamné » à l'unanimité la réaction « disproportionnée » de la Russie par rapport aux hostilités déclenchées par la Géorgie en Ossétie du Sud. En soutenant les déclarations d'indépendance des « territoires séparatistes » d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud, la Russie aurait « fait naître une profonde préoccupation en Europe et au-delà ». Mais, hormis cette déclaration qui reprend, au nom des Vingt-Sept, ce qu'ils avaient déjà dit séparément, qu'a décidé ce sommet ?

Que Sarkozy irait à Moscou et Tbilissi avec José Manuel Barroso, le président de la Commission européenne, et Javier Solana, le haut-commissaire européen aux Affaires étrangères et à la Sécurité. Cela pour réclamer l'application intégrale de l'accord qui prévoit le retrait des troupes russes de Géorgie. Un accord déjà signé le 10 août sous les auspices du locataire de l'Élysée, dont visiblement Poutine et Medvedev se moquent, tout le problème étant de savoir où passent les frontières de la Géorgie.

« Si ça ne marche pas, nous sommes tous d'accord, les Vingt-Sept, d'autres décisions seront

prises », notamment avant le sommet Europe-Russie à Nice le 14 novembre, fanfaronne Sarkozy.

D'ici là, l'opinion est priée de croire qu'à Bruxelles l'Union européenne a enfin trouvé son unité. Certes, la motion adoptée est pétrie d'unanimité, mais au moins autant d'impuissance. Et comment pourrait-il en aller autrement tant divergent, voire s'opposent, les positions et les intérêts des puissances qui

dominent l'Europe ?

L'Allemagne, la France et l'Italie avaient fait savoir, dès le début, qu'elles n'avaient nulle intention de porter ombrage à leurs relations commerciales avec la Russie. Cela supposait de prendre quelques distances à l'égard des États-Unis, soutiens de la Géorgie. Et de mécontenter les gouvernements est-européens, partisans de plus de fermeté vis-à-vis de Moscou. Quant à la Grande-Bretagne,

depuis des semaines elle fait chorus avec les États-Unis dans la dénonciation de la riposte russe à l'attaque géorgienne contre l'Ossétie du Sud. Mais elle non plus n'est pas forcément mécontente que du sommet rien ne sorte qui puisse gêner les sociétés britanniques opérant en Russie ou avec elle.

Alors, à charge de Sarkozy, promu chef de chœur de l'Union européenne, de répéter à qui veut l'entendre qu'en cette

occasion comme en d'autres l'Union avance à grands pas, et dans l'unité, sous sa houlette. Comme les carabiniers qui, sur une scène d'opéra, font du sur-place en chantant à pleins poumons : « *Marchons, marchons* », tout en faisant grand bruit avec leurs pieds. Car dans cet affrontement larvé entre les États-Unis et la Russie, l'Union européenne ne peut faire que de la figuration.

Pierre LAFFITTE

## • À propos du conflit Russie-Géorgie

# Fini, Yalta ? Rien de moins sûr

**Près d'un mois après l'attaque de la Géorgie contre sa province séparatiste d'Ossétie du Sud et la riposte de la Russie, instituée protectrice de ce territoire qui lui est frontalier, certains journaux commencent à laisser entendre que le pouvoir géorgien ne serait pas l'agneau sans défense que l'on nous a présenté. En tout cas, avant même le conflit, il avait été aidé financièrement, matériellement et humainement par les États-Unis dans son bras de fer avec la Russie.**

Celle-ci joue en effet, partout où elle le peut dans l'ex-Union soviétique (Géorgie, Moldavie, Haut-Karabakh, Ukraine notamment), de forces séparatistes ou de mouvements nationaux susceptibles d'affaiblir les régimes en place afin, sinon de les renverser, du moins de les inciter à composer avec le Kremlin.

Mais depuis au moins l'effondrement et la disparition de l'URSS, fin 1991, les États-Unis mènent à la même échelle une offensive, tantôt larvée, tantôt ouverte, visant à faire passer dans leur sphère d'influence le plus grand nombre d'États issus de la décomposition de l'URSS.

C'est ainsi qu'en 1997 Washington a directement patronné la création du GUAM (acronyme de Géorgie, Ukraine, Azerbaïdjan, Moldavie), une union d'États ayant rapidement manifesté leur volonté de s'éloigner de Moscou. En Asie centrale ex-soviétique, les États-Unis ont agi de même, avec des succès divers selon les pays. Mais avec comme résultat qu'ils ont pu y installer des bases militaires, dont certaines leur servent de base arrière pour aller bombarder l'Afghanistan.

En Ukraine, dont la population reste largement opposée à l'adhésion du pays à l'OTAN, même selon les sondages officiels, il a fallu des manifestations importantes, il y a deux

ans, pour que les autorités renoncent à des manœuvres navales conjointes avec les forces de l'OTAN. Cela à proximité d'une Crimée qui, administrativement ukrainienne mais surtout peuplée de Russes, abrite la flotte russe de la mer Noire.

Depuis 2004, avec la venue au pouvoir en Géorgie du président Saakachvili, des conseillers militaires américains y disposent de bases pour entraîner les forces spéciales locales, dans le cadre d'une assistance présentée comme dirigée contre le « terrorisme ». Est-ce pour lutter contre celui-ci que les États-Unis et leurs alliés (Grande-Bretagne, Israël, Grèce, Turquie, etc.) ont en quelques années livré à la Géorgie des centaines de chars, d'engins blindés, de lance-missiles et de pièces d'artillerie ?

En tout cas, ce matériel a largement servi contre l'Ossétie du Sud. Quant aux « conseillers » militaires américains, ils auraient, selon certains journaux, non seulement incité Tbilissi à passer à l'offensive, mais certains auraient participé aux combats contre les milices ossètes et les casques bleus russes de la force d'interposition. Voire contre les soldats russes envoyés à la rescousse.

Et cet été, la secrétaire d'État américaine Condoleezza Rice s'est rendue à Varsovie pour finaliser l'accord



**La ministre des Affaires étrangères américaine en discussion avec son homologue ukrainien après que Bush a déclaré « soutenir fortement » le souhait de l'Ukraine d'adhérer à l'OTAN.**

avec la Pologne sur l'installation de missiles, officiellement pointés sur ce que Bush appelle les « États-voyous » (Iran, Corée du Nord), mais installés... aux portes mêmes de la Russie.

Alors à Bruxelles, quand Sarkozy s'est exclamé : « *Yalta, c'est fini !* », il se peut qu'il ait provoqué un grand éclat de rire outre-Atlantique. À Yalta, en février 1945, l'URSS avait négocié avec les États-Unis et la Grande-Bretagne le partage de zones d'influence dans l'Europe ravagée par la Seconde Guerre mondiale. Aujourd'hui, l'URSS a disparu depuis bientôt dix-sept ans. Mais pas l'OTAN, cette

alliance militaire créée autour de Washington en 1949 et dirigée ouvertement contre l'URSS. Ni la volonté de la première puissance impérialiste, les États-Unis, d'étendre sa sphère d'influence partout où elle le peut, notamment au détriment de la Russie.

Tout particulièrement dans le Caucase ex-soviétique, avec la peau des Ossètes, des Géorgiens, des Russes ou d'autres, pourvu que le pétrole, qui y coule à flots, irrigue les profits des grandes compagnies pétrolières.

P.L.